

NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES NEUF MOIS

TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Canada



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	4
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	5
D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....	6
E. Sommaire de l'état de la situation financière.....	6
F. Gestion intégrée des risques.....	7
G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	8
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
État de la situation financière.....	11
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	12
État de la variation des actifs financiers nets.....	13
État des flux de trésorerie.....	14
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	15

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les résultats financiers pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2020 ont résulté en un surplus de 36,3 millions de dollars. Ce surplus s'explique principalement, par un surplus en immobilisations en raison d'une différence temporelle entre les crédits parlementaires pour les immobilisations perçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles. Ce surplus est compensé en partie par des dépenses liées à des projets en fonctionnement et des paiements tenant lieu d'impôts fonciers, plus élevés que prévu.

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont diminué de 16,0 millions de dollars, ou 34,9 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison des éléments suivants :

- Diminution de 7,7 millions des autres revenus, ou 87,7 p. 100 pour atteindre 1,1 million principalement en raison d'une transaction non-récurrente l'année précédente : une compensation de 6,4 millions reçue en échange du droit d'aménager une propriété avec une densité supplémentaire, ainsi que la fin de la sous-location du siège-social en décembre 2019;
- Les gains sur la cession d'immobilisations corporelles ont diminué de 8,3 millions, ou 99,2 p. 100 pour atteindre 0,1 million, en raison de la disposition de terrain de la phase 1 du réseau de train léger sur rail, comptabilisée l'année dernière;
- Les revenus d'intérêts ont diminué de 1,5 million, ou 52,5 p. 100 pour atteindre 1,4 million en raison de la baisse des taux d'intérêts;

Partiellement contrebalancé par:

- Les opérations de location et servitudes qui ont augmenté de 0,8 million, ou 4,4 p. 100 pour atteindre 19,7 millions;
- Les recouvrements ont augmenté de 0,6 million, ou 20,1 p. 100 pour atteindre 3,7 millions;
- Les frais d'accès aux usagers ont augmenté de 0,3 million, ou 8,2 p. 100 pour atteindre 3,7 millions.

Les charges d'exploitation ont diminué de 3,3 millions de dollars, ou 3,2 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- Les services internes ont diminué de 2,5 millions, ou 9,9 p. 100, pour atteindre 22,5 millions;
- L'intendance et protection a diminué de 1,9 million, ou 2,5 p. 100, pour atteindre 73,8 millions;

Partiellement contrebalancé par:

- Planification à long terme qui a augmenté de 1,1 million, ou 34,4 p. 100, pour atteindre 4,2 millions principalement en raison de l'étude sur les traverses interprovinciales dans l'année courante.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a augmenté de 1,8 million de dollars, ou 1,7 p. 100 comparativement à la même période l'an dernier, le résultat par les principales catégories de crédits parlementaires est comme suit :

- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 3,1 millions, ou 6,2 p. 100, pour atteindre 52,7 millions.

Partiellement contrebalancé par:

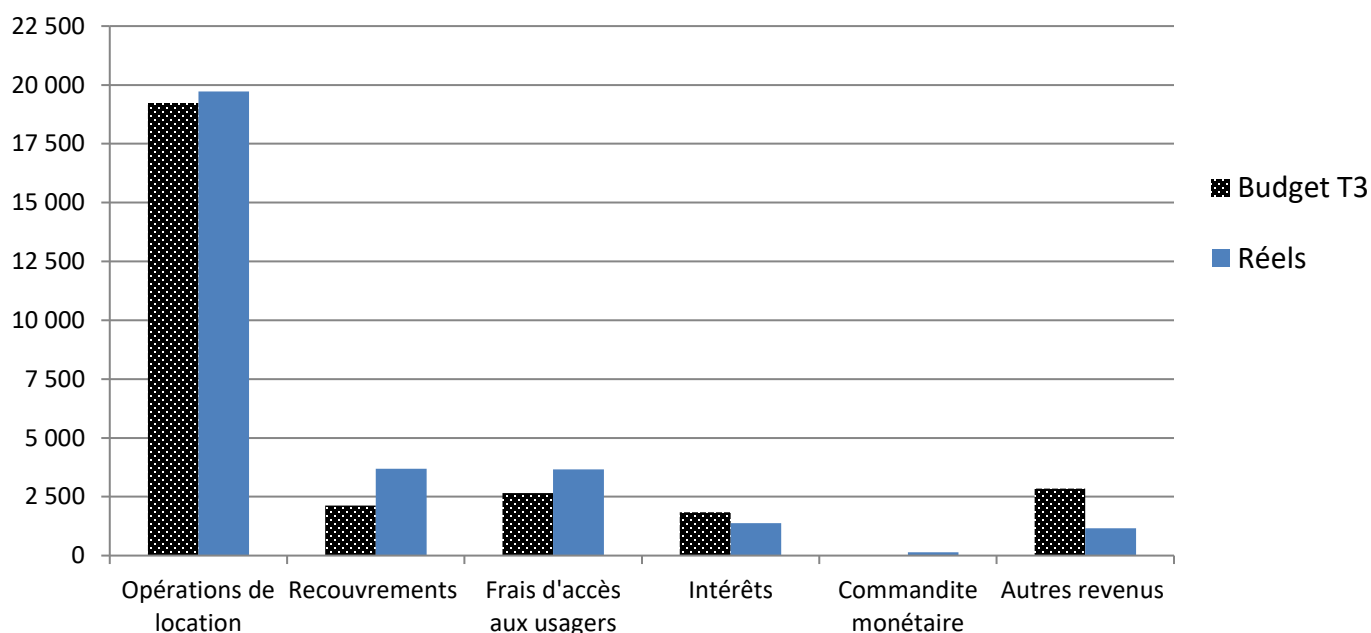
- Les crédits pour les charges d'exploitation ont diminué de 1,3 million, ou 2,3 p. 100, pour atteindre 54,3 millions;

B. Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2020-2021 comprend des éléments non-récurrents tels que des contributions liées au projet du parc riverain de la berge sud et aux commémorations, avec 2,8 millions de dollars comptabilisés à la fin du troisième trimestre, soit 56,1 p. 100 du budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 27,0 millions ou 79,3 p. 100 du budget annuel au 31 décembre 2020.

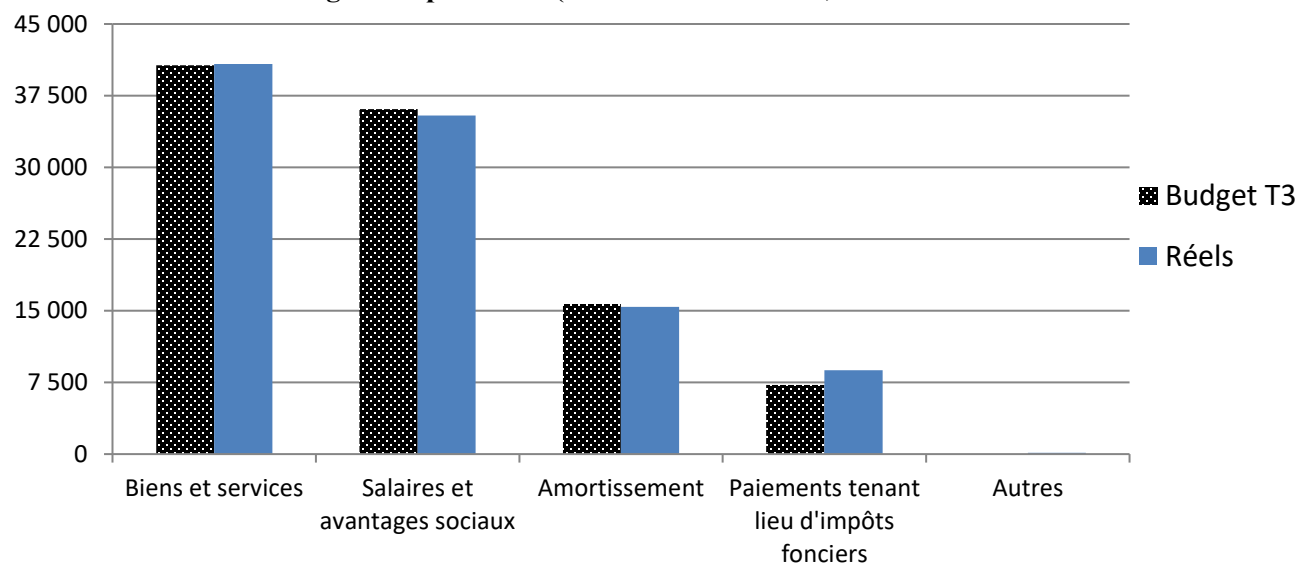
Le graphique suivant fournit les détails des revenus cumulatifs de 29,7 millions de dollars en date du troisième trimestre comparativement au budget de 28,7 millions. Les opérations de location, les recouvrements, les frais d'accès aux usagers et les commandites monétaires sont plus élevés que le budget, tandis que, les revenus d'intérêts et les autres revenus sont inférieurs au budget. La pandémie COVID-19 a eu des répercussions, dans une certaine mesure, sur les revenus récurrents des opérations de location et sur les projets de construction. Cependant, une estimation de l'impact financier de la pandémie n'est pas réalisable pour le moment.

Revenus par type (en milliers de dollars)



Le tableau suivant fournit les détails des charges d'exploitation cumulatives de 100,5 millions de dollars en date du troisième trimestre comparativement au budget de 99,7 millions. L'écart défavorable est principalement attribuable à des différences de calendrier dans le mémorial aux victimes du communisme et à des projets de résidences officielles, ainsi que des paiements tenant lieu d'impôts fonciers et de créances douteuses plus élevés que prévu, principalement en raison des impacts de COVID-19. Ces déficits ont partiellement été compensés par des économies de salaires de 0,7 million comparé au budget à ce jour en raison des postes vacants, ainsi que 0,3 million d'amortissement moins que le budget.

Charges d'exploitation (en milliers de dollars)



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les revenus de placements, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les gains sur la cession d'immobilisation corporelle et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre des Services Publics et de l'Approvisionnement Canada. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a reçu 107,1 millions de dollars, ou 74,9 p. 100 de son financement annuel en appropriations prévu pour la période terminée le 31 décembre 2020. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Vote	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision d'ici mars 2021
Crédits pour les charges d'exploitation	72 666	54 333	74.8%	-	18 333
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	4 555	4 555
<i>sous-total</i>	72 666	54 333	74.8%	4 555	22 888
Crédits pour les immobilisations corporelles	70 319	52 739	75.0%	-	17 580
Demande de report	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	70 319	52 739	75.0%	-	17 580
Total	142 985	107 072	74.9%	4 555	40 468

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 31 décembre 2020 (note 8).

D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2020 (en milliers de dollars)	Réels
Routes et ponts	
Pont tournant Hog's Back, pont de la sortie LeBreton, pont du Portage	12 109
Propriétés historiques	
Résidences officielles, pavillon de la rivière de la capitale nationale	15 797
Propriétés locatives	236
Mise en valeur de propriétés	
Réaménagement des plaines LeBreton	777
Actifs verts	
Pointe Nepean, débarcadère Richmond, sentier de l'Île, île Victoria, programme de réhabilitation du parc de la Gatineau	8 678
Équipement	412
Acquisitions de bien-fonds	7
Autres	5 233
Total réels T.3 2020-2021	43 249
Total réels T.3 2019-2020	45 799
Variance	(2 550)
Budget 2020-2021	90 752
% atteint	48%
% engagé	70%

E. Sommaire de l'état de la situation financière

Les actifs financiers totaux s'élevaient à 205,8 millions de dollars au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 22,7 millions ou 12,4 p. 100 par rapport à 183,1 millions au 31 mars 2020, principalement en raison d'une augmentation de 18,0 millions de la trésorerie et équivalents de trésorerie attribuables à une contribution reçue de la ville d'Ottawa pour l'aménagement du parc riverain de la berge sud ainsi qu'une augmentation de 4,0 millions des comptes à recevoir principalement en raison des locataires de la CCN touchés par la pandémie COVID-19.

Les passifs s'établissent à 172,2 millions de dollars au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 13,5 millions ou 8,5 p. 100 par rapport à 158,7 millions au 31 mars 2020, principalement attribuable à une augmentation de 15,3 millions des revenus reportés en raison de la contribution reçue de la ville d'Ottawa pour l'aménagement du parc riverain de la berge sud, partiellement compensé par une diminution de 1,7 million des provisions pour assainissement environnemental.

Les actifs non financiers se chiffraient à 723,8 millions de dollars au 31 décembre 2020, une augmentation de 27,1 millions ou 3,9 p. 100 par rapport à 696,7 millions au 31 mars 2020, reflétant principalement des augmentations des immobilisations corporelles nettes de l'amortissement en raison de l'avancement des projets en immobilisations financés par des crédits supplémentaires.

F. Gestion intégrée des risques

La CCN utilise un cadre intégré de gestion pour identifier, gérer et atténuer ses risques. Elle applique ce cadre à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. La gestion des risques d'entreprise est intégrée dans le cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir le profil de risque. Cet exercice aide à cibler les principaux risques auxquels l'organisme est confronté et les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Ces principaux risques d'entreprise et opérationnels sont suivis de près et réexaminés tout au long de l'exercice, et on rend compte des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation au conseil d'administration tous les trimestres.

La CCN cherche en permanence des occasions d'améliorer son cadre de gestion des risques et de mettre à profit une information plus complète sur ceux-ci pour la prise de décisions dans le but de prendre les mesures qui s'imposent pour appliquer les stratégies d'atténuation nécessaires et demeurer résiliente.

Pour la période de planification de 2020-2021 à 2024-2025, la CCN a identifié trois grandes catégories de risques d'entreprise : la capacité; la réputation et l'influence; la sécurité.

Capacité

Les risques liés à la capacité concernent l'aptitude de la CCN à maintenir des niveaux adéquats de ressources financières et humaines pour être résiliente face à un milieu opérationnel en évolution. Ils concernent aussi l'aptitude de la CCN à établir les priorités efficacement pour réaliser ses activités et gérer ses biens efficacement.

La société d'État a besoin à la fois d'un financement ponctuel pour combler le déficit d'entretien différé et d'une augmentation permanente de ses crédits parlementaires afin qu'elle puisse disposer, de façon continue, des ressources dont elle a besoin pour entretenir ses infrastructures essentielles de la région de la capitale nationale et investir dans ses initiatives contribuant à bâtir une capitale dynamique. À cette fin, elle a travaillé avec SPAC et les intervenants gouvernementaux clés pour obtenir des crédits en immobilisations, qui ont été alloués en mai 2020 (en attente d'une approbation du gouvernement et du Parlement), afin qu'elle puisse résoudre les problèmes de santé et de sécurité les plus pressants. Il est à noter que cet investissement ne comprend pas le financement de projets visant à remettre en état des actifs du portefeuille des résidences officielles. La CCN continuera de collaborer avec le gouvernement dans le but de trouver des solutions de financement durables à long terme pour s'assurer que ses actifs demeurent sécuritaires et résilients et que les générations actuelles et futures de résidents et de visiteurs de la région de la capitale nationale puissent en profiter. Ces solutions comprendraient une augmentation permanente des crédits en immobilisation et de fonctionnement que reçoit la société d'État afin de protéger les investissements du gouvernement.

En 2018-2019, la société d'État a travaillé avec le ministère responsable de la CCN et le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) afin de mieux comprendre les modalités d'utilisation du Fonds d'acquisition et d'aliénation. Elle compte utiliser ce fonds de manière stratégique, conformément au mandat qui lui est conféré par la loi et à ses principales priorités. Dans le cadre de sa stratégie financière à long terme, la CCN est à examiner des stratégies pour accroître ses recettes et optimiser l'utilisation de ses biens immobiliers et à définir des gains d'efficacité et des mesures de compression des coûts pour faire face aux défis liés aux crédits de fonctionnement.

Afin d'accroître la responsabilisation et de mieux prioriser les initiatives essentielles, la CCN continuera d'examiner et de clarifier les rôles et les responsabilités des comités de direction et d'améliorer la transparence et les communications en ce qui a trait au processus décisionnel et à l'affectation des ressources.

La CCN mettra l'accent sur les capacités en matière de ressources humaines, et elle a intégré des éléments de ce risque dans l'une de ses priorités pour la période de planification. Elle continue de se concentrer sur l'élaboration de stratégies

visant à attirer, à gérer et à conserver une main-d'œuvre talentueuse et d'optimiser ses processus opérationnels. Ces stratégies constituent la plus grande partie des initiatives liées à la priorité 6, qui vise à atténuer ce risque en faisant de la CCN un employeur de choix dans la région de la capitale nationale.

Réputation et influence

Les risques liés à la réputation et à l'influence concernent l'aptitude de la CCN à maintenir une bonne réputation et à pouvoir influencer ses partenaires, les intervenants, le public et les élus.

Pour protéger sa réputation et son influence, la CCN mobilise les intervenants, ses partenaires et le public, et elle les sensibilise aux avantages qu'elle procure à la région de la capitale. La CCN continuera à mettre en œuvre son plan de communication intégrée, fondé sur une approche proactive pour mobiliser les partenaires et le grand public, et à faire connaître les politiques et les processus liés à ses rôles en matière de réglementation. De la même manière, elle révisera et mettra en œuvre son plan de relations externes, et elle poursuivra ses efforts pour sensibiliser les intervenants aux principaux défis auxquels elle doit faire face, y compris ceux liés à son manque de ressources et aux pouvoirs limités que lui confère la loi.

La CCN fait appel aux parcours et aux compétences variés des membres de son conseil d'administration pour renforcer ses capacités et son influence. Parallèlement, la société d'État participe activement à de nombreux projets qui jouissent d'une grande visibilité dans la région de la capitale nationale dans le cadre desquels elle collabore avec les municipalités et consulte d'autres intervenants importants à propos d'initiatives de planification.

Sécurité

Les risques liés à la sécurité concernent la détérioration de l'état des actifs de la CCN due au report de l'entretien ou au niveau de priorité insuffisant accordé aux activités d'entretien et de renouvellement, ce qui pourrait engendrer des problèmes de santé et de sécurité. Ce risque a aussi été mentionné dans le rapport de l'examen spécial du BVG de 2017. Les mesures visant à contrer les risques consistent à tirer parti des récents crédits parlementaires supplémentaires des trois prochaines années (en attente d'une approbation du gouvernement et du Parlement) pour continuer à réduire les risques pour la santé et la sécurité du public les plus importants et à élaborer un plan d'investissement à long terme, en vue de formuler des recommandations sur les processus d'affectation des ressources et la stratégie de portefeuilles. Elles comprennent un programme pluriannuel d'inspection de l'état des actifs par étapes, des inspections régulières des terrains et des actifs, ainsi que des plans, des politiques et des procédures de sécurité intégrés aux activités quotidiennes. La CCN effectue aussi un examen complet de ses systèmes d'information et de ses besoins en information pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de son plan d'investissement à long terme. Ces efforts de planification des investissements aideront la CCN à poursuivre ses travaux relatifs aux actifs nécessitant des réparations essentielles à long terme, qui pourront être réalisés grâce aux crédits parlementaires.

La CCN prévoit que le transfert éventuel de trois ponts interprovinciaux pourrait donner lieu à la fois à des possibilités et à des défis. Durant le processus de transfert, elle continuerait de surveiller les risques opérationnels et d'entreprise liés à l'ajout de ces actifs importants. Tous les risques identifiés seraient intégrés à son processus rigoureux de gestion des risques.

G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

La pandémie du COVID-19 a eu des répercussions échelonnées sur l'ensemble de l'économie et sur certaines industries, ayant ainsi vraisemblablement des répercussions, dans une certaine mesure, sur les activités et la situation financière future de la CCN, notamment nos revenus récurrents provenant des opérations de location et les projets de construction. Une estimation de l'impact financier de la pandémie n'est pas réalisable pour le moment. Pour plus de détails, veuillez consulter les états financiers vérifiés du 31 mars 2020 et la note 21 sur les événements postérieurs.

Dans le budget de 2018, le gouvernement a annoncé un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans (de 2018-2019 à 2019-2020) pour permettre des travaux de réparation et d'entretien essentiels aux actifs du portefeuille

d'immobilisations corporelles de la CCN. Ces fonds ont été utilisés pour commencer à répondre aux besoins d'entretien des actifs prioritaires, s'assurant ainsi que ceux-ci ne causent pas de problèmes de santé ou de sécurité.

En mai 2020, la CCN a accueilli favorablement l'allocation d'un crédit supplémentaire destiné à répondre aux besoins urgents en matière de santé et de sécurité des actifs de la CCN. Cet investissement de 173,6 millions de dollars sur trois ans aidera la CCN à poursuivre le travail commencé grâce au financement du budget de 2018 pour combler le déficit d'entretien différé de la société.

Aucun autre changement important concernant les opérations, le personnel ou les programmes de la CCN n'est survenu au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2020.

États financiers non audités

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2020

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'États, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,

Le Vice-président, Services généraux et
Chef des services financiers,



Tobi Nussbaum

Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 23 février 2021

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

31 décembre 2020 31 mars 2020

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	180 115	162 158
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés (note 4)	4 849	4 684
Créances	11 118	7 066
Placements (note 3)	9 711	9 183
	205 793	183 091

PASSIFS

Créditeurs et charges à payer	28 450	27 961
Train léger sur rail (note 4)	2 341	2 332
Provision pour assainissement environnemental	62 199	63 901
Revenus reportés (note 5)	56 913	41 640
Avantages sociaux futurs	9 671	9 992
Autres passifs	12 658	12 836
	172 232	158 662

ACTIFS FINANCIERS NETS

33 561 24 429

ACTIFS NON FINANCIERS

Immobilisations corporelles (note 6)	718 334	690 833
Frais payés d'avance	1 087	1 297
Autres actifs non financiers	4 398	4 531
	723 819	696 661

EXCÉDENT ACCUMULÉ

757 380 721 090

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

Le président du conseil d'administration,



Marc Seaman

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
 Pour les neuf mois terminés le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2020-2021 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
		2020	2019	2020	2019
REVENUS					
Opérations de location et servitudes	25 723	6 348	6 166	19 719	18 893
Recouvrements	2 824	1 452	1 267	3 695	3 077
Frais d'accès aux usagers	3 487	1 981	1 502	3 660	3 382
Intérêts	2 694	491	1 038	1 384	2 916
Commandites monétaires	-	51	25	136	184
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	8	3,614	68	8 414
Autres revenus	4 242	744	713	1 087	8 836
	38 970	11 075	14 325	29 749	45 702
CHARGES (note 7)					
Planification à long terme	5 929	1 272	1 025	4 166	3 100
Intendance et protection	102 100	24 272	26 683	73 830	75 707
Services internes	32 462	7 904	8 064	22 535	25 009
	140 491	33 448	35 772	100 531	103 816
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(101 521)	(22 373)	(21 447)	(70 782)	(58 114)
Financement du gouvernement du Canada					
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	72 666	18 111	18 108	54 333	55 624
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	70 319	17 580	15 821	52 739	49 643
	142 985	35 691	33 929	107 072	105 267
Excédent de la période	41 464	13 318	12 482	36 290	47 153
Excédent accumulé au début de la période	716 815	744 062	703 724	721 090	669 053
Excédent accumulé à la fin de la période	758 279	757 380	716 206	757 380	716 206

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)**

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2020-2021		
	Budget annuel	2020	2019
	(note 2)		
Excédent de la période	41 464	36 290	47 153
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(88 895)	(42 910)	(45 518)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	20 956	15 404	14 869
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	(68)	(8 414)
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	142	137
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	68	8 919
Perte réalisée suite à une opération de cession-bail	-	(137)	(137)
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	-	-	2 144
	(67 939)	(27 501)	(28 000)
Variation des frais payés d'avance	-	210	2 253
Variation des autres actifs non financiers	177	133	614
	177	343	2 867
Augmentation des actifs financiers nets (dette nette)	(26 298)	9 132	22 020
Actifs financiers nets (dette nette) au début de la période	(2 838)	24 429	(194)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de la période	(29 136)	33 561	21 826

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre (en milliers de dollars)

	2020	2019
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires		
pour les charges d'exploitation	55 550	56 482
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	16 771	23 141
Rentrées de fonds provenant des autres activités	21 006	23 463
Paievements aux fournisseurs	(48 233)	(50 193)
Paievements aux employés	(34 748)	(35 173)
Intérêts reçus	1 770	3 308
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(567)	(310)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	11 549	20 718
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour		
les immobilisations corporelles	-	49 643
Déboursés de fonds pour le projet de train léger sur rail	52 739	(9 795)
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(44 708)	(24 429)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	68	198
Déboursés pour l'assainissement environnemental	(907)	(2 684)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement en immobilisations	7 192	12 933
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Rentrées de fonds pour le projet de train léger sur rail	9	1 120
Déboursés de fonds pour le projet de train léger sur rail	-	(1 020)
Rentrées de fonds pour le Fonds "Chambers Building"	156	1 572
Acquisition de placements	(1 584)	(1 114)
Encaissement de placements	800	21 047
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de placement	(619)	21 605
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	18 122	55 256
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	166 842	155 243
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	184 964	210 499
Représentés par :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	180 115	151 808
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés	4 849	58 691
	184 964	210 499

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive depuis 2015-2016.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2020 qui détaillent les normes comptables applicables.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées au titre d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date de clôture ainsi que sur les montants présentés au titre de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, la provision pour assainissement environnemental, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative des estimations de la direction.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2020-2021, présentées dans le *Plan d'entreprise 2020-2021 à 2024-2025*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 180,1 millions de dollars (162,2 millions au 31 mars 2020) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 0,84 p. 100 (2,3 p. 100 au 31 mars 2020).

B. PLACEMENTS

Au 31 décembre 2020, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 9,7 millions de dollars (9,2 millions au 31 mars 2020) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,7 p. 100 (3,0 p. 100 au 31 mars 2020).

	31 décembre 2020		31 mars 2020	
	Coût amorti	Cours du marché	Coût amorti	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	9 711	10 351	9 183	9 635
	9 711	10 351	9 183	9 635

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 31 décembre 2020, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 100,6 millions de dollars (71,1 millions au 31 mars 2020) étaient inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est désignée à l'interne et réservée à un usage particulier.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés

	31 mars 2020	Montant reçu 2020-2021	Intérêts 2020-2021	31 décembre 2020
	TLR Phase 1 - Dépôt de garantie	182	-	1
TLR Phase 1 - Dépôt d'exécution	1 367	-	8	1 375
	1 549	-	9	1 558
Fonds "Chambers Building"	3 135	138	18	3 291
Total	4 684	138	27	4 849

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

A. Train léger sur rail (TLR)

Le tableau ci-dessus présente les soldes pour les deux projets du TLR ainsi que les intérêts gagnés durant l'année.

Le poste de passifs du TLR totalise 2,3 millions de dollars (2,3 millions au 31 mars 2020).

B. Fonds « Chambers Building »

Tel qu'indiqué dans le bail foncier du 40, rue Elgin (l'édifice Chambers), le locataire doit contribuer un montant annuel à la CCN dont l'objectif est de financer l'apport d'améliorations futures à cet immeuble. Les exigences de financement ont débuté le 31 octobre 2018 et se poursuivront chaque année jusqu'à la fin du bail en 2056. Ces fonds sont administrés par la CCN. Un passif connexe est comptabilisé et inclus au poste « Autres passifs ».

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
Revenus de location reportés	9 849	10 436
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	17 345	17 608
Autres revenus reportés	29 719	13 596
	56 913	41 640

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de quatre différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,0 p.100, 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2075. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,3 million de dollars (0,1 million au 31 décembre 2019) ont été constatés aux résultats.

Les revenus de servitude et permission d'occuper reportés correspondent principalement à des revenus de servitude de 9,0 millions de dollars (9,1 millions au 31 mars 2020) et des permissions d'occuper de 2,3 millions de dollars (2,8 millions au 31 mars 2020) provenant du TLR phase 1 et 2. Les revenus de permission d'occuper reportés seront constatés aux résultats sur une durée approximative de 5 ans alors que les revenus de servitude seront constatés sur une période de 99 ans.

Les autres revenus correspondent principalement à une contribution de la Ville d'Ottawa de 23,1 millions de dollars (5,0 millions au 31 mars 2020) pour les améliorations de la promenade Sir-John-A.-Macdonald qui est constatée selon l'achèvement des travaux et devraient être terminés d'ici 2025, ainsi qu'une contribution d'Affaires Mondiales Canada de 3,8 millions de dollars (3,5 millions au 31 mars 2020) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2022.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	31 décembre 2020	31 mars 2020
Terrains ¹	328 127	1 275	5	329 397	-	-	-	-	329 397	328 127
Immeubles et infrastructures ²	854 527	41 027	8	895 546	501 590	13 827	8	515 409	380 137	352 937
Améliorations locatives	15 120	-	-	15 120	11 178	321	-	11 499	3 621	3 942
Matériel ²	22 150	608	386	22 372	16 323	1 256	386	17 193	5 179	5 827
	1 219 924	42 910	399	1 262 435	529 091	15 404	394	544 101	718 334	690 833

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2020) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 41,0 millions de dollars (37,4 millions au 31 mars 2020) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

	2020-2021 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
		2020	2019	2020	2019
Biens et services	62 082	13 305	14 988	40 801	45 006
Salaires et avantages sociaux	47 804	11 814	10 884	35 409	33 811
Amortissement	20 956	5 430	5 128	15 404	14 869
Paielements tenant lieu d'impôts fonciers	9 649	2 853	2 583	8 775	7 849
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	-	-	2 144	-	2 144
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	46	45	142	137
	140 491	33 448	35 772	100 531	103 816

Pour la période terminée le 31 décembre 2020, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments, acquis ou construits par la CCN, représentaient 1,0 million de dollars (0,9 million en décembre 2019). Ceux-ci sont comptabilisés comme charges au poste « Biens et services ».

8. Crédits parlementaires

	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹				
Montant reçu durant la période	18 111	18 108	54 333	55 444
Montant reçu d'un exercice précédent	-	-	-	180
	18 111	18 108	54 333	55 624
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²				
Montant reçu durant la période	17 580	15 821	52 739	49 643
	17 580	15 821	52 739	49 643
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	35 691	33 929	107 072	105 267

1. En date du 31 décembre 2020 et 2019, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2021 et 2020 totalisaient 77,2 millions et 73,8 millions de dollars respectivement.

2. En date du 31 décembre 2020 et 2019, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2021 et 2020 totalisaient 70,3 millions et 62,5 millions de dollars respectivement.

9. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants fournis pour la période précédente ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour la présente année.